

PRÉFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction
de la Coordination
des Actions et des Moyens
de l'État

Arrêté n° 12-2017-10-20-001 du 20 OCT. 2017

Objet : Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation, au suivi post exploitation et fixant les garanties financières de l'installation de stockage de déchets du Roubelier sur la commune de Millau

LE PRÉFET DE L'AVEYRON

*Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux article R.516-1 et suivants du code de l'environnement

VU l'arrêté préfectoral n°910215 du 8 février 1991 autorisant la création d'une décharge contrôlée au lieu dit « Le Roubelier » sur la commune de Millau

VU le dossier de cessation d'activité transmis en novembre 2009 par la communauté de communes Millau Grands Causses

VU le rapport d'audit environnemental du site transmis par l'exploitant en décembre 2016,

VU le programme de travaux et de suivi post exploitation et la note transmis le 30 mai 2017,

VU l'avis du CODERST réuni le 26 septembre 2017,

CONSIDÉRANT que l'installation de stockage de déchets non dangereux autorisée par l'arrêté préfectoral sus visé a cessé d'être exploitée en 2002,

CONSIDÉRANT que les travaux de réhabilitation du site menés en 2010 ne permettent pas d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les incidents survenus sur le site en 2015 et 2016 démontrent que les conditions de réhabilitation du site ne sont pas satisfaisantes pour garantir la protection de l'environnement

CONSIDÉRANT qu'à ce jour aucun signe annonciateur d'un phénomène de glissement du massif n'a été décelé ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réduire la hauteur de lixiviats dans le massif de déchets pour améliorer la stabilité du site ;

CONSIDÉRANT qu'un suivi régulier de l'installation est nécessaire ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'évaluer l'impact des travaux sur la stabilité du site ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

- ARRETE -

Article 1 : Exploitant titulaire

L'arrêté préfectoral n°910215 du 8 février 1991 autorisant la commune de Millau à créer et exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains au lieu dit « Le Roubelier » sur le territoire de la commune de Millau est transféré au bénéfice de la Communauté de Communes Millau Grands Causses dont le siège social est situé au 1 place du Beffroi, 12104 Millau.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°910215 du 8 février 1991 sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation du site

La communauté de communes Millau Grands Causses, exploitant du site, procède a des travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation du site conformément aux prescriptions du présent arrêté et aux dispositions techniques définies dans le programme de travaux sus-visé.

Article 3 : Modelage du site

Le dôme, les talus et les risbermes du site sont modelés pour permettre un ruissellement efficace des eaux de pluie afin de limiter les infiltrations.

Article 4 : Couverture finale du site

En complément de la couverture réalisée lors des travaux de réhabilitation menés en 2010, des recharges en matériaux de recouvrement sont effectuées afin de garantir au minimum les épaisseurs suivantes :

- 40 cm sur le dôme,
- 20 cm sur les risbermes et les talus.

Les zones où les déchets sont à nus font l'objet d'un traitement particulier pour limiter les infiltrations d'eau. Il est privilégié la mise en place d'un dispositif de type géosynthétique puis d'une couverture d'une épaisseur de 40 cm minimum de matériau de recouvrement. Dans le cas où la pente est supérieure à 15 %, le dispositif mentionné ci-dessus est adapté.

Article 5 : Végétalisation

L'ensemble du site fait l'objet d'un ensemencement réalisé au moyen d'un mélange d'espèces adaptées au climat local. Ces espèces sont sélectionnées de telle sorte qu'elles ne risquent pas d'endommager les dispositifs de couverture mis en place.

Article 6 : Gestion des eaux de ruissellement

I - Gestion des eaux de ruissellement externes

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie ouest du site conformément au plan de l'annexe III du présent arrêté.

Ce fossé est étanché sur toute sa longueur.

Les eaux de ruissellement externes sont rejetées au milieu naturel via le point de rejet n°1 identifié sur le plan de l'annexe III du présent arrêté.

II - Gestion des eaux de ruissellement internes

Des fossés de collecte des eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées sont implantés en périphérie Ouest, Sud et Est du site conformément au plan de l'annexe III du présent arrêté.

Ce dispositif est complété par un réseau de fossés de collecte sur chaque risberme qui rejoignent la descente centrale existante.

Des travaux de reprise sont menés sur la descente centrale afin de garantir son étanchéité.

L'ensemble des fossés mentionnés au présent article sont étanches et dimensionnés pour capter le ruissellement consécutif à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24h en intensité.

L'ensemble des eaux de ruissellement internes sont rejetées au point de rejet n°2 à l'exception des eaux collectées sur le tronçon Nord Est du fossé en pied de talus qui sont rejetées au point de rejet n°3.

Des dispositifs de drainage et étanchéité sont mis en œuvre au bord des fossés où ils apparaissent nécessaires compte tenu des pentes afin de limiter l'infiltration et diriger les eaux dans les fossés. Les dispositifs mentionnés au présent alinéa sont mis en œuvre a minima en bordure du fossé situé en amont du dôme (tronçon ouest).

III - Points de rejet

Les effluents du site sont rejetés aux points suivant :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1	N°2	N°3
Nature des effluents	Eaux de ruissellement externes	Eaux de ruissellement internes à l'exception des eaux rejetées au point 3 Distillats issus de l'évapo-concentrateur.	Eaux de ruissellement internes issues du fossé en pied de talus Nord-Est
Coordonnées (Lambert II étendu)	X=663399,41 Y=1898176,48	X=663541,39 Y=1898342,93	X=663511,59 Y=1898397,27
Point de prélèvement	Non	Oui	Non

Les points de rejet sont identifiés sur le plan de l'annexe III du présent arrêté.

Les points de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur. Ils doivent permettre une bonne diffusion et limiter l'érosion des talus.

Le point de rejet n°2 est équipée d'un point de prélèvement d'échantillon. Ce point est équipé d'un dispositif de mesure en continu du pH et de la conductivité.

Article 7 : Valeurs limites d'émissions des eaux avant rejet dans le milieu naturel

Les effluents rejetés doivent respecter les valeurs limites indiquées à l'annexe I.

Article 8 : Gestion des lixiviats

I – Collecte

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines et améliorer la stabilité du massif.

Le dispositif de collecte des lixiviats est composé de :

- 6 puits mixtes dont 4 sont équipés d'un groupe de pompage,
- 10 éperons drainants,
- deux tranchées drainantes implantées conformément au plan de l'annexe III du présent arrêté,
- un poste de relevage des lixiviats équipé de deux pompes dont une de secours.

II- Bassin de collecte des lixiviats

Le site est équipé en partie haute d'un bassin de collecte des lixiviats d'un volume utile de 600 m³. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. L'installation est équipée d'un dispositif automatique avec alarme permettant de stopper l'alimentation du bassin en vue de prévenir tout risque de débordement.

Le bassin est étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. Le dispositif d'étanchéité est composé de deux géomembranes. Un puits de contrôle permet de s'assurer de l'étanchéité du bassin.

Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixivats.

La zone du bassin de stockage des lixiviats est équipée d'une cloture sur tout son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée,
- une échelle,
- une signalisation rappelant les risques et des équipements de sécurité obligatoire

III – Bassin de secours de collecte des lixiviats

Le site en partie basse est équipé d'un bassin de secours de collecte des lixiviats d'un volume de 150 m³. Ce bassin est alimenté par débordement du poste de relevage des lixiviats ou par by-pass du rejet n°2 et n°3 mentionnés à l'article 6.

Le bassin est étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats.

La zone du bassin de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée,
- une échelle,
- une signalisation rappelant les risques et des équipements de sécurité obligatoire.

IV – Traitement des lixiviats

Les lixiviats collectés sont traités dans une installation autorisée à traiter ce type d'effluents.

Un prétraitement sur site des lixiviats est autorisé. Ce prétraitement ne doit pas générer de dangers ou inconvénients.

Dans le cas où un prétraitement par évapo-concentration est mise en place, les distillats issus de cette installation peuvent être rejetés avec les eaux de ruissellement internes.

Article 9 : Piézomètre

Le site est équipé de 7 piézomètres implantés dans le massif de déchets. Ces équipements permettent le suivi du niveau de lixiviat.

Article 10 : Captage du biogaz

Le site est équipé de 6 puits mixtes de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.

Article 11 : Traitement du biogaz

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de traitement tel qu'un filtre à charbon actif ou tout autre dispositif équivalent.

Un suivi de la qualité et de la quantité du biogaz est réalisé mensuellement pendant 6 mois à compter de la mise en service des dispositifs de collecte et de gestion mentionnés aux deux alinéas précédents.

Après cette période de suivi de 6 mois, l'exploitant met en place un dispositif de valorisation ou d'élimination par combustion du biogaz si le débit de biogaz est supérieur à 100 Nm³/h et que la concentration en méthane est compatible avec le fonctionnement d'un dispositif de valorisation ou élimination.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 12 : Stabilité du massif

Le site est équipé de 6 inclinomètres et de 28 repères topométriques qui font l'objet d'un suivi.

Article 13 : Bilan sur la stabilité du massif

Un an après la réception des travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation du site, l'exploitant fait mettre à jour l'étude de stabilité réalisée en février 2017 en prenant en compte l'impact des mesures mises en place. Dans le cas où cette étude ne conclut pas à la stabilité du massif, l'exploitant prend des mesures correctives. L'ensemble des résultats de l'étude et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 14 : Sécurité

Pour empêcher l'accès au site, des portails fermés à clé et une clôture ceinturant l'ensemble des installations sont mis en place et maintenus en permanence en état.

Article 15 Localisation des risques.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.

L'exploitant dispose d'un plan général du site indiquant ces risques.

Article 16 Plan de recollement

A la réception des travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation du site, l'exploitant transmet à l'inspection un ou des plans de recollement faisant notamment apparaître les réseaux et les différents équipements.

Article 17 : Suivi post exploitation

Le suivi post exploitation du site est prévu pour une période de 30 ans à compter de la date de cessation d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (2002) soit jusqu'au 31 décembre 2032.

Le programme de suivi défini au présent article est mis en place durant toute la durée de suivi post exploitation.

I - Suivi de la stabilité du massif

Le programme de suivi de la stabilité du massif de déchet comprend :

- 1 contrôle semestriel des 6 inclinomètres,
- 1 contrôle semestriel des 28 points topométriques,
- 1 contrôle mensuel du niveau de lixiviats dans les 7 piézomètres,
- 1 inspection visuelle hebdomadaire du site pour contrôler l'apparition d'éventuels signes d'instabilité.

II - Entretien et contrôle du fonctionnement du site

L'exploitant réalise les opérations d'entretiens suivantes :

- entretien des fossés : a minima une fois par an ,
- entretien de la couverture végétale et débroussaillage des abords : 1 fois par an,
- entretien de la clôture et des portails : a minima une fois tous les 5 ans,
- vidange et nettoyage des deux bassins du site : 1 fois tous les 5 ans.
- changement du filtre à charbon actif : autant que de besoin.

L'exploitant procède à une inspection hebdomadaire du site pour contrôler le fonctionnement de l'ensemble des équipements du site :

- le fonctionnement des pompes des puits mixtes,
- le fonctionnement des pompes du poste de relevage,
- le fonctionnement du pHmètre et du conductimètre du point de rejet n°2,
- le fonctionnement de l'équipement de prétraitement le cas échéant,
- l'absence de lixiviat dans le bassin de secours,
- le niveau de lixiviat dans le bassin de collecte.

III – Surveillance des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets qui comprend :

- le contrôle mensuel de la conductimétrie des distillats issus de l'évapo-concentrateur le cas échéant,
- le contrôle semestriel du volume de lixiviat produit et de la composition de ces lixiviats sur les paramètres fixés à l'annexe II,

- le contrôle semestriel de la qualité des eaux au point de rejet n°2 portant a minima sur les paramètres fixés à l'annexe I,
- le contrôle annuel de la qualité des eaux des sources Monna 1, Monna 2, Brefuel, Potensac, Roubelier portant a minima sur les paramètres fixés à l'annexe II,
- le contrôle semestriel de la qualité du biogaz en sortie du traitement portant a minima sur les paramètres fixés à l'annexe II.

IV – Bilan intermédiaire

Cinq ans après le démarrage du programme de suivi post exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement du site et un aménagement du programme de suivi.

Le cas échéant, le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux. Sur la base du rapport de synthèse et de l'éventuelle proposition de travaux complémentaires, le préfet peut définir une modification du programme de suivi post-exploitation par arrêté complémentaire.

V – Fin de la période post exploitation

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport

qui:

- démontre le bon état du réaménagement final,
- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que le site a été remis en état conformément aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et qu'il ne présente plus de dangers ou inconvénients résiduels; le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Sur la base du rapport de visite de récolement établi par l'inspection des installations classées, le préfet consulte le maire de la (ou des) commune intéressée sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujetti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des éventuelles servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

IV - Document de suivi du programme de suivi de site

Les résultats des mesures, contrôles ou les entretiens réalisés dans le cadre du programme de suivi sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées dans un document de suivi.

Article 18 : Garanties financières

I - Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières s'établit de la façon suivante pour chacune des périodes retenues :

Périodes prises en compte	Année calendaire	Coût total des garanties en € TTC
Année n d'arrêt d'exploitation	2002	1594370
Années n+1 à n+5	2003 à 2007	1195777
Années n+6 à n+15	2008 à 2017	896833
Années n+16 à n+30	2018 à 2032	-1 %/an

Ces montants ont été définis en prenant en compte un indice TP01 de 104,9 (janvier 2017) et un taux de TVA de 20 %.

II– Établissement des garanties financières

L'exploitant transmet au préfet dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté le document attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux article R516-1 et suivant du code de l'environnement. ,

III- Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu au II.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Prefet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

IV - Actualisation

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 19 :Servitudes

Conformément aux articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, l'exploitant doit proposer au Préfet, un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage du biogaz, des moyens de collecte des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

Aucun nouvel usage n'étant défini par la Communauté de Communes Millau Grands Cauuse, le projet définissant les servitudes d'utilité publique devra être proposé soit, en cas de projet d'un nouvel usage du site, soit au plus tard, lors de la notification de la cessation définitive du suivi de l'installation.

Article 20 Publication

En vue de l'information des tiers :

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de Millau pour y être consultée et affichée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté est publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 21 Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 22 Chargés de l'exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), et l'inspecteur de l'environnement à la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la Communauté de Communes Millau Grands Causses et au maire de Millau.

Fait à Rodez, le 20 OCT. 2017

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale



Michèle LUGRAND

ANNEXE I

CRITÈRES MINIMAUX APPLICABLES AUX REJETS D'EFFLUENTS LIQUIDES DANS LE MILIEU NATUREL

PARAMETRES	Code SANDRE	VALEURS LIMITES
pH		Compris en 5 et 8,5
Conductivité		< 1500 µS/cm
Matières en suspension totale (MEST)	1305	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	1814	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	1313	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global	-	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total	1350	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	1440	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Métaux totaux dont :		< 15 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	50µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,5 mg/l (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l) si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	100µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	200µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	500µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.		
Chlorure		100 mg/L
Fluor et composés (en F)	7073	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
Cyanures libres (en CN-)	-	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	7009	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

ANNEXE II

TYPE D'EFFLUENTS	PARAMÈTRES À ANALYSER
Lixiviats	pH, DCO, DBO ₅ , MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols
Eaux souterraines (sources)	pH, DCO, DBO ₅ , MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols
Biogaz sortie en sortie de traitement	CH ₄ , H ₂ S, CO ₂ , O ₂

Annexe 3